

## **Cartes d'invalidité et cartes de stationnement des invalides de guerre : l'échéance du 31 décembre 2026 appelle une vigilance juridique renforcée**

*À l'approche de l'échéance réglementaire du 31 décembre 2026, les modalités de validité des cartes de stationnement et, plus préoccupant encore, des cartes d'invalidité des invalides de guerre suscitent de légitimes interrogations. Entre évolutions normatives européennes, risques de rupture de droits et pratiques administratives hétérogènes, une clarification nationale s'impose afin de garantir la continuité et la sécurité juridique des droits statutaires reconnus aux ressortissants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.*

### **Une échéance légale clairement définie pour les cartes de stationnement**

La validité des cartes de stationnement délivrées aux personnes en situation de handicap est encadrée par l'article 107 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique. Ces cartes demeurent valables jusqu'à leur date d'expiration et, au plus tard, jusqu'au 31 décembre 2026. Avant cette échéance, leurs titulaires peuvent solliciter la délivrance d'une carte « mobilité inclusion », laquelle se substitue de plein droit aux titres antérieurement délivrés.

Pour les ressortissants relevant du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles prévoit une compétence spécifique : la carte de stationnement est délivrée par le représentant de l'État dans le département, après instruction par le service départemental de l'Office national des combattants et des victimes de guerre (ONaCVG). Cette compétence particulière de l'Office n'a pas été remise en cause par les textes récents.

### **Un risque de rupture de droits à compter du 1er janvier 2027**

L'échéance du 31 décembre 2026 soulève toutefois une question essentielle : quelles dispositions permettront d'assurer, sans discontinuité, le maintien effectif du droit au stationnement des invalides de guerre à compter du 1er janvier 2027 ?

Cette interrogation est accentuée par l'adoption de la directive (UE) 2024/2841 du 23 octobre 2024, instituant une carte européenne du handicap et une carte européenne de stationnement. Si cette directive doit être transposée dans les droits nationaux au plus tard le 5 juin 2027, son application effective n'interviendra qu'à compter du 5 juin 2028. L'articulation de ces calendriers normatifs est susceptible de créer un vide juridique préjudiciable aux ressortissants concernés.

### **Une extension injustifiée de l'échéance aux cartes d'invalidité**

Plus préoccupant encore, il a été porté à la connaissance du Comité d'entente des grands invalides de guerre qu'au moins un service départemental de l'ONaCVG a fait le choix de limiter la validité des cartes d'invalidité au 31 décembre 2026, par assimilation avec les cartes de stationnement.

Une telle pratique ne repose sur aucun fondement juridique. L'article D. 251-4 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre prévoit expressément que les cartes d'invalidité sont délivrées pour une durée de dix ans lorsque la pension est attribuée à titre définitif, ou pour la durée de la pension lorsqu'elle est temporaire. Aucune disposition législative ou réglementaire n'autorise la réduction ou la modification de cette durée par voie administrative.

### **Pour une doctrine nationale claire et juridiquement sécurisée**

Ces constats rendent indispensable l'élaboration et la diffusion, par l'ONaCVG, d'une doctrine nationale claire, homogène et juridiquement fondée. Une telle clarification est nécessaire afin d'éviter des pratiques divergentes entre services départementaux et toute atteinte, même indirecte, aux droits statutaires des invalides de guerre.

Il convient de rappeler avec fermeté que la durée de validité de la carte d'invalidité est exclusivement déterminée par la nature et la durée du droit à pension. Elle ne saurait, en aucun cas, être alignée sur une échéance administrative étrangère au régime du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

**Pierre AMESTOY**

Secrétaire général du  
Comité d'entente des grands invalides de guerre